

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/10809]

9 FEVRIER 2017. — Arrêté royal portant approbation du règlement de l'Autorité des services et marchés financiers relatif à la collaboration des réviseurs d'entreprises au contrôle du respect du Règlement EMIR par les contreparties non financières

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'article 22bis, § 2, modifié par la loi du 25 décembre 2016 et l'article 64;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 17 janvier 2017 relatif à la collaboration des réviseurs d'entreprises au contrôle du respect du Règlement EMIR par les contreparties non financières, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Annexe à l'arrêté royal du 9 février 2017 portant approbation du Règlement de l'Autorité des services et marchés financiers relatif à la collaboration des réviseurs d'entreprises au contrôle du respect du Règlement EMIR par les contreparties non financières

Règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 17 janvier 2017 relatif à la collaboration des réviseurs d'entreprises au contrôle du respect du Règlement EMIR par les contreparties non financières

L'Autorité des services et marchés financiers,

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'article 22bis, § 2, modifié par la loi du 25 décembre 2016 et l'article 64;

Vu l'avis du Conseil de surveillance de l'Autorité des services et marchés financiers du 2 juin 2016,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° "loi du 2 août 2002" : la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

2° "Règlement 648/2012" ou "Règlement EMIR" : le Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux;

3° "Règlement délégué 149/2013" : le Règlement délégué (UE) n° 149/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 complétant le Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les accords de compensation indirecte, l'obligation de compensation, le registre public,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2017/10809]

9 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten over de medewerking van de bedrijfsrevisoren aan het toezicht op de naleving van de EMIR-verordening door de niet-financiële tegenpartijen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 22bis, § 2, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016 en artikel 64;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 17 januari 2017 over de medewerking van de bedrijfsrevisoren aan het toezicht op de naleving van de EMIR-verordening door de niet-financiële tegenpartijen wordt goedgekeurd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Bijlage bij het koninklijk besluit van 9 februari 2017 tot goedkeuring van het Reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten over de medewerking van de bedrijfsrevisoren aan het toezicht op de naleving van de EMIR-verordening door de niet-financiële tegenpartijen

Reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 17 januari 2017 over de medewerking van de bedrijfsrevisoren aan het toezicht op de naleving van de EMIR-verordening door de niet-financiële tegenpartijen

De Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten,

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 22bis, § 2, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016 en artikel 64;

Gelet op het advies van de Raad van Toezicht van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 2 juni 2016,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° "wet van 2 augustus 2002" : de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

2° "Verordening 648/2012" of "EMIR-verordening" : Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters;

3° "Gedelegeerde Verordening 149/2013" : Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 149/2013 van de Commissie van 19 december 2012 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad met technische reguleringsnormen betreffende indirecte clearingregelingen, de clearingverplichting, het openbaar

l'accès à une plate-forme de négociation, les contreparties non financières et les techniques d'atténuation des risques pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale;

4° "contrepartie non financière" : une entreprise telle que définie à l'article 2, alinéa 9, du Règlement 648/2012, qui relève du contrôle de la FSMA conformément à l'article 22bis de la loi du 2 août 2002;

5° "produits ou contrats dérivés" : les produits dérivés ou contrats dérivés tels que définis à l'article 2, alinéa 5, du Règlement 648/2012;

6° "produits ou contrats dérivés de gré à gré" : les produits dérivés de gré à gré ou les contrats dérivés de gré à gré tels que définis à l'article 2, alinéa 7, du Règlement 648/2012.

Art. 2. § 1^{er}. L'obligation, visée à l'article 22bis de la loi du 2 août 2002, des commissaires chargés du contrôle des états financiers des contreparties non financières de remettre à la FSMA des rapports spéciaux sur le respect des obligations issues du Règlement 648/2012, porte sur les contreparties non financières qui détiennent un portefeuille d'au moins 100 produits ou contrats dérivés de gré à gré ou un portefeuille de produits ou contrats dérivés de gré à gré d'une valeur notionnelle brute d'au moins 100 millions d'euros.

§ 2. Pour le calcul des seuils précités, les transactions intragroupes de la contrepartie non financière visées à l'article 3 du Règlement 648/2012 sont également prises en considération, ainsi que tous les contrats dérivés de gré à gré conclus par la contrepartie non financière dont la contribution à la réduction des risques directement liés aux activités commerciales ou aux activités de financement de trésorerie de ladite contrepartie non financière ou du groupe auquel elle appartient peut être objectivement mesurée conformément à l'article 10 du Règlement délégué 149/2013.

§ 3. Afin de déterminer si les seuils visés au paragraphe 1^{er} sont atteints, les commissaires examinent l'état du portefeuille de produits ou contrats dérivés de gré à gré de la contrepartie non financière au dernier jour calendrier de chaque mois.

Les commissaires ont l'obligation de remettre un rapport spécial à la FSMA dès qu'ils constatent, à l'occasion de cet examen, le dépassement d'un des seuils visés au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Le rapport est réalisé sur une base annuelle et couvre l'exercice comptable concerné par la constatation visée au paragraphe précédent.

Ce rapport est remis à la FSMA au plus tard 6 mois après la fin de l'exercice comptable sur lequel porte le rapport.

Art. 3. Les rapports spéciaux des commissaires détaillent le résultat des examens effectués par les commissaires sur les aspects suivants :

1° le respect des obligations de déclaration à un référentiel central et d'enregistrement des contrats dérivés conformément à l'article 9 du Règlement 648/2012 et aux normes techniques de réglementation et d'exécution qui y sont relatives;

2° le dépassement du seuil de compensation visé à l'article 10 du Règlement 648/2012;

3° si le seuil de compensation visé au point 2° est dépassé, le respect des obligations d'information envers l'AEMF et la FSMA conformément à l'article 10, alinéa 1^{er}, a), du Règlement 648/2012;

4° si le seuil de compensation visé au point 2° est dépassé, le respect de l'obligation de compensation conformément aux articles 4 et 5 du Règlement 648/2012 et aux normes techniques de réglementation qui y sont relatives;

5° si le seuil de compensation visé au point 2° est dépassé, le respect de l'obligation de valorisation quotidienne au prix du marché de la valeur des contrats en cours conformément à l'article 11, alinéa 2, du Règlement 648/2012;

6° si le seuil de compensation visé au point 2° est dépassé, le respect de l'obligation de disposer de procédures de gestion des risques qui prévoient un échange de garanties conformément à l'article 11, alinéas 3, 5 à 11, du Règlement 648/2012 et aux normes techniques de réglementation qui y sont relatives;

7° le respect des techniques d'atténuation des risques conformément à l'article 11, alinéa 1^{er}, du Règlement 648/2012 et aux normes techniques de réglementation qui y sont relatives.

register, toegang tot een handelsplatform, niet-financiële tegenpartijen, risico-inperkingstechnieken voor niet door een CTP geclearde otc-derivatencontracten;

4° "niet-financiële tegenpartij" : een onderneming als gedefinieerd in artikel 2, lid 9, van Verordening 648/2012, die onder toezicht staat van de FSMA conform artikel 22bis van de wet van 2 augustus 2002;

5° "derivaat of derivatencontract" : een derivaat of derivatencontract als gedefinieerd in artikel 2, lid 5, van Verordening 648/2012;

6° "otc-derivaat of otc-derivatencontract" : een otc-derivaat of otc-derivatencontract als gedefinieerd in artikel 2, lid 7, van Verordening 648/2012.

Art. 2. § 1. De in artikel 22bis van de wet van 2 augustus 2002 bedoelde verplichting voor de commissarissen die belast zijn met het toezicht op de financiële staten van de niet-financiële tegenpartijen, om de FSMA bijzondere verslagen te bezorgen over de naleving van de verplichtingen ingevolge Verordening 648/2012, heeft betrekking op de niet-financiële tegenpartijen met een portefeuille van ten minste 100 otc-derivaten of otc-derivatencontracten, of met een otc-derivaten- of otc-derivatencontractenportefeuille met een notionele brutowaarde van ten minste 100 miljoen euro.

§ 2. Voor de berekening van de voormelde drempels worden ook de intragroeptransacties van de niet-financiële tegenpartij in aanmerking genomen als bedoeld in artikel 3 van Verordening 648/2012, alsook alle otc-derivatencontracten die zijn afgesloten door de niet-financiële tegenpartij waarvan conform artikel 10 van de Gedelegeerde Verordening 149/2013 objectief kan worden vastgesteld dat zij risico's verminderen die rechtstreeks verband houden met de commerciële bedrijvigheid of de activiteiten betreffende het beheer van de kasmiddelen van de betrokken niet-financiële tegenpartij of van de groep waartoe zij behoort.

§ 3. Om na te gaan of de drempels als bedoeld in paragraaf 1 zijn bereikt, controleren de commissarissen de staat van de portefeuille met otc-derivaten of otc-derivatencontracten van de niet-financiële tegenpartij op de laatste kalenderdag van elke maand.

De commissarissen zijn verplicht om de FSMA een bijzonder verslag over te leggen zodra zij bij deze controle vaststellen dat een van de drempels als bedoeld in paragraaf 1 is overschreden.

§ 4. Het verslag wordt opgesteld op jaarbasis en bestrijkt het boekjaar waarop de vaststelling als bedoeld in de vorige paragraaf betrekking heeft.

Dit verslag wordt uiterlijk zes maanden na het einde van het boekjaar waarop het betrekking heeft, overgemaakt aan de FSMA.

Art. 3. In de bijzondere verslagen van de commissarissen wordt het resultaat toegelicht van de controle van de volgende aspecten die zij hebben uitgevoerd :

1° de naleving van de verplichte rapportage aan een transactieregister en registratie van de derivatencontracten conform artikel 9 van Verordening 648/2012 en de betrokken technische regelgevings- en uitvoeringsnormen;

2° de overschrijding van de clearingdrempel als bedoeld in artikel 10 van Verordening 648/2012;

3° ingeval de clearingdrempel als bedoeld in punt 2° is overschreden, de naleving van de kennisgevingsplicht ten aanzien van ESMA en de FSMA conform artikel 10, eerste lid, a), van Verordening 648/2012;

4° ingeval de clearingdrempel als bedoeld in punt 2° is overschreden, de naleving van de clearingverplichting conform artikel 4 en 5 van Verordening 648/2012 en de betrokken technische regelgevingsnormen;

5° ingeval de clearingdrempel als bedoeld in punt 2° is overschreden, de naleving van de verplichte dagelijkse waardering van de uitstaande contracten tegen marktwaarde conform artikel 11, lid 2, van Verordening 648/2012;

6° ingeval de clearingdrempel als bedoeld in punt 2° is overschreden, de naleving van de verplichting om te beschikken over risicobeheerprocedures die voorzien in een uitwisseling van zekerheden conform artikel 11, leden 3, 5 tot 11, van Verordening 648/2012 en de betrokken technische regelgevingsnormen;

7° de naleving van de risico-inperkingstechnieken conform artikel 11, lid 1, van Verordening 648/2012 en de betrokken technische regelgevingsnormen.

Art. 4. Le présent règlement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui l'approuve.

Bruxelles, le 17 janvier 2017.

Le Président de l'Autorité des services et marchés financiers,
J.-P. SERVAIS

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 février 2017 portant approbation du règlement du 17 janvier 2017 de l'Autorité des services et marchés financiers relatif à la collaboration des réviseurs d'entreprises au contrôle du respect du Règlement EMIR par les contreparties non financières.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Art. 4. Dit reglement treedt in werking op de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit tot goedkeuring ervan.

Brussel, 17 januari 2017.

De Voorzitter van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten,
J.-P. SERVAIS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 februari 2017 tot goedkeuring van het reglement van 17 januari 2017 van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten over de medewerking van de bedrijfsrevisoren aan het toezicht op de naleving van de EMIR-verordening door de niet-financiële tegenpartijen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/20263]

16 FEVRIER 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté d'exécution du code des droits et taxes divers en ce qui concerne le bureau compétent et la déclaration relative à la taxe sur les opérations de bourse et la possibilité pour les professionnels étrangers de nommer un représentant responsable dans le cadre de cette taxe

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des droits et taxes divers, les articles 125, § 3, et 126³, insérés par les articles 125 et 126 de la loi-programme du 25 décembre 2016 et les articles 136, alinéa 2 et 143;

Vu l'arrêté d'exécution du Code des droits et taxes divers ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 décembre 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2016 ;

Vu l'avis n° 60.740/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par la loi du 20 janvier 2014 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 3 mars 1927 portant règlement général sur les taxes assimilées au timbre, tel que remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 transformant le règlement général sur les taxes assimilées au timbre en arrêté d'exécution du Code des droits et taxes divers abrogeant l'arrêté du Régent relatif à l'exécution du Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications à des arrêtés d'exécution, est à nouveau remplacé comme suit : "Arrêté royal du 3 mars 1927 portant exécution du Code des droits et taxes divers".

Art. 2. L'article 215 de l'arrêté d'exécution du 3 mars 1927 portant exécution du Code des droits et taxes divers, rétabli par l'arrêté royal du 19 février 2002 et modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 215. La taxe sur les opérations de bourse et les reports et, le cas échéant, les intérêts et les amendes sont acquittés au bureau compétent de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des taxes établies par le Livre II du Code des droits et taxes divers. "

Art. 3. A l'article 216, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 19 février 2002 et modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé comme suit : "2° le nom ou la dénomination et l'adresse complète de la personne qui acquitte la taxe ;";

2° au 7° les mots "dont le redevable relève" sont remplacés par les mots "visé à l'article 215".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2017/20263]

16 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het uitvoeringsbesluit houdende uitvoering van het wetboek diverse rechten en taksen wat betreft het bevoegde kantoor en de opgave inzake de taks op de beursverrichtingen en de mogelijkheid voor buitenlandse beroepspersonen tot aanstelling van een aansprakelijke vertegenwoordiger in het kader van deze taks

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek diverse rechten en taksen, artikelen 125, § 3, en 126³, ingevoegd bij de artikelen 125 en 126 van de programmawet van 25 december 2016 en artikelen 136, tweede lid en 143;

Gelet op het uitvoeringsbesluit houdende uitvoering van het Wetboek diverse rechten en taksen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2016;

Gelet op het advies nr 60.740/3 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 20 januari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 3 maart 1927 houdende Algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, zoals het werd vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 tot omvorming van de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen tot uitvoeringsbesluit van het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het regentsbesluit tot uitvoering van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wijzigingen aan uitvoeringsbesluiten, wordt opnieuw vervangen als volgt: "Koninklijk besluit van 3 maart 1927 houdende uitvoering van het Wetboek diverse rechten en taksen".

Art. 2. Artikel 215 van het uitvoeringsbesluit van 3 maart 1927 houdende uitvoering van het Wetboek diverse rechten en taksen, hersteld bij het koninklijk besluit van 19 februari 2002 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. 215. De taks op de beursverrichtingen en de reporten en, in voorkomend geval, de interesten en de boeten worden betaald op het bevoegd kantoor van de administratie belast met de Inning en de Invordering van de taksen opgenomen in Boek II van het Wetboek diverse rechten en taksen."

Art. 3. In artikel 216, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 februari 2002 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt vervangen als volgt "2° de naam of de benaming en het volledig adres van degene die de taks kwijt;";

2° in het 7° worden de woorden "waaronder de schuldenaar ressorteert" vervangen door de woorden "vermeld in artikel 215".